

IPEMED News



Jean-Louis Guigou Délégué général d'Ipemed

Les nouvelles élites

Les révolutions arabes promeuvent et s'appuient sur de nouvelles élites : de nouveaux ministres, de nouveaux hauts fonctionnaires, de nouveaux leaders médiatiques qui vont surprendre les Européens et surtout les Français. Ces élites sont, en effet, bien différentes des anciennes qui, notamment en Afrique du Nord, avaient été pour la plupart formées dans nos grandes écoles :

Polytechnique, Centrale, les Ponts et chaussées, les Mines, HEC... Ces élites francophones étaient « polarisées » par la France, notamment par Paris, et elles s'accommodaient, bon gré mal gré, de la dissymétrie entre les deux rives. Les nouvelles élites ont un œil sur le Nord, un regard attentif sur le Sud – l'Afrique sub-saharienne – et une attirance naturelle pour le cœur des pays arabes, le Golfe arabo-persique, où nombre d'entre elles ont été formées et ont séjourné. Par ailleurs, ces élites sont très attachées à la symétrie des rapports. Il n'y a plus de subordination ni à l'Europe ni la France. Elles représentent des peuples en mouve-

ment et des sociétés civiles de plus en plus exigeantes. Elles seront d'autant plus dans un rapport d'égalité avec la rive nord, que les Français en particulier ont à se faire pardonner la colonisation, le soutien aux dictateurs et, dans un passé récent, la tenue de débats (génocide arménien, identité nationale, refus de visas pour les ingénieurs des grandes écoles) qui nuisent au retour à la confiance. Ces nouvelles élites seront-elles à l'écoute et en phase avec leur société civile dans ses composantes multiples, tout en donnant raison à la majorité qui exige la liberté des droits, la liberté de penser, de croire et la dignité de chacun ?

ÉDITO

L'exception libanaise

CE PETIT PAYS, QUI SE DÉBAT DEPUIS LONGTEMPS DANS UN CONTEXTE LOCAL ET RÉGIONAL TENDU, FAIT PREUVE D'UN DYNAMISME ET D'UN VOLONTARISME ÉTONNANTS.

Le Liban échappe t-il aux bouleversements que connaît la région ? C'est la question que se posent de nombreux observateurs et à laquelle certains Libanais répondent en expliquant que leur mouvement s'est déroulé en mars 2005, après l'assassinat de l'ancien Premier ministre, Rafiq Hariri. De grandes manifestations avaient eu lieu, rassemblant majoritairement des jeunes avec un mot d'ordre « *indépendance et souveraineté* », signal clair contre la présence syrienne qui avait d'ailleurs conduit au retrait des troupes de Damas du pays du Cèdre et à la démission du gouvernement.

DEUX AXES Les jeunes exprimaient leur désir de prendre leur avenir en main et de le gérer eux-mêmes sans remettre pour autant en question la structure de la vie politique du pays et le rôle de leurs chefs. Qu'en reste-t-il sept ans plus tard ? La fracture entre sunnites et chiites est apparue, préfigurant la remise en question de la géopolitique régionale avec deux axes. Le premier,

composé des sunnites et d'une partie des chrétiens pro-occidentaux, et le deuxième, composé des chiites et d'une partie des chrétiens pro-syriens et pro-iraniens. Dans ce contexte, la révolte qui se déroule en Syrie depuis onze mois a évidemment des effets sur le Liban. Elle renforce l'antagonisme entre les deux camps et paralyse un peu plus la vie politique. Sur le plan économique, selon le *Business Monitor International*, « *les risques que l'économie libanaise soit affectée par la crise syrienne augmentent dans un contexte politique interne paralysé et elle devrait pâtir de cette instabilité dans les trimestres à venir, les indica-*



DELPHINE MINOUI

teurs de consommation, de commerce et d'investissement affichant tous déjà des signes de ralentissement ».

RÉCEPTEUR DE CAPITAUX Mais ce qui frappe dans ce pays habitué à se débattre dans un contexte local et régional tendu, c'est le dynamisme qui règne et le volontarisme des opérateurs. Aucun investissement, par exemple, n'a été touché pendant les quinze ans de guerre civile. Il est vrai aussi que ce petit pays sensible aux aléas régionaux est souvent le récepteur, grâce à son système bancaire, de capitaux qui lui permettent de faire face.

Agnès Levallois

PHOTO
Manifestation contre le confessionnalisme à Beyrouth, le 26 avril 2010. Le Liban compte 18 communautés religieuses pour cinq millions d'habitants.

UPM

Un siège vide pour combien de temps ?

● Après la nomination de Youssef Amrani, secrétaire général de l'UPM, au poste de ministre délégué auprès du ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération, l'Institution se trouve à nouveau sans tête ! Nommé en juillet 2011, le diplomate marocain a fait preuve de volontarisme pour relancer ce projet mort-né qui a particulièrement souffert des changements dans le monde arabe puisque la co-présidence était assurée par le président égyptien Moubarak. Qui maintenant ? Lino Cardarelli, secrétaire général adjoint, assure l'intérim comme il l'avait déjà fait lors de la démission du Jordanien, Ahmad Masa'deh en mars dernier.

De nouveaux investissements en 2012

● Le fonds d'amorçage, de réalisation et d'orientation (Faro), un dispositif de subvention pour favoriser les partenariats entre entrepreneurs innovants des pays de la Méditerranée, accélère son action et ambitionne de financer vingt-cinq nouveaux projets cette année. Parmi les huit déjà lancés figurent, entre autres : Prestige Solaire qui développe un système de suiveur solaire pour les panneaux photovoltaïques au Maghreb ; Advansolar qui crée une station de recharge solaire pour les appareils électroniques en milieu urbain au Maroc et en Tunisie ; Lenara, qui développe un procédé de valorisation de la peau de figue de barbarie tunisienne pour l'alimentation animale avec le Maroc ; et un centre d'appel sur la zone économique de Bethleem qui accueillera des opérateurs israéliens et palestiniens sur les mêmes plateaux. Sept autres projets sont en cours d'instruction par Oseo qui assure l'administration du fonds, tandis que la coordination et le suivi des promoteurs sont pris en charge par le réseau Anima. Le Faro a été créé à l'initiative de la mission interministérielle de l'UPM le 27 mai 2010. Doté d'un budget d'un million d'euros, il a pour objectif de soutenir quarante entrepreneurs dans l'amorçage de projets innovants qui associent des entrepreneurs français et des partenaires du Sud de la Méditerranée (Algérie, Autorité palestinienne, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie). Chaque projet soutenu est doté d'une subvention d'un montant maximum de 20 000 euros, qui finance jusqu'à 50 % du montant total des frais engagés pour le projet. Les promoteurs pouvant être éligibles au Faro sont les entreprises, les

laboratoires, les centres de recherche sous contrat, les groupements d'entreprises sous forme de GIE, associations ou fédérations professionnelles ayant leur siège social dans l'UE et dont l'effectif est inférieur à 250 personnes.

CONVENTION DE FINANCEMENT**20 millions d'euros sur cinq ans**

● Le ministre tunisien de l'Investissement et de la Coopération internationale, Riadh Bettaïeb, et le chef de Délégation de l'UE en Tunisie, Adrianus Koetsenruijter ont signé une convention de financement pour le Programme d'appui aux zones défavorisées (PAZD), d'un montant de 20 millions d'euros sur cinq ans. Ce programme vise à soutenir les emplois à court terme des travailleurs peu qualifiés, à augmenter l'employabilité de ceux qui ont bénéficié d'une formation professionnelle, à améliorer les conditions de vie des populations dans les quartiers défavorisés des zones urbaines et faciliter la reprise de l'activité économique dans ces quartiers. Il vise également à développer les réseaux de distribution de services de micro-finance afin de renforcer leur présence, prioritairement dans les quatorze gouvernorats défavorisés du pays.

SONDAGE**L'opinion publique arabe en 2011**

● Chaque année, un sondage sur l'opinion publique arabe est publié par Shibley Telhami avec Zogby International. L'enseignement de cette année 2011 porte sur la Turquie. Grand gagnant du *Printemps arabe*, elle est considérée comme le pays ayant eu le rôle le plus constructif dans les événements arabes. Si la France reste relativement populaire, son influence a pâti de son rôle dans l'intervention en Libye : 46 % des sondés pensent que l'intervention internationale a été une erreur. Alors qu'en 2009, 23 % disaient préférer la France, s'il n'y avait qu'une seule super-puissance, ils ne sont plus que 10 % en 2011. Le nombre de personnes voulant vivre en France a également baissé, passant de 36 % en 2009 à 28 % en 2011. Le sondage porte sur 3 000 personnes interrogées en Égypte, au Maroc, en Jordanie, au Liban et aux Émirats Arabes Unis en octobre 2011.

1. Professeur à l'Université du Maryland Anouar el-Sadate, pour la paix et le développement et senior au centre Saban pour la politique au Moyen-Orient à la Brookings Institution.

À LIRE



Ensemble, construisons la Tunisie de demain. Modernité, solidarité et performance

Action et développement solidaire

RADHI MEDDEB

Au lendemain de la révolution, Radhi Meddeb, président d'Ipe-med, a créé l'association Action et développement solidaire (ADS) qui entend donner la parole à la société civile en promouvant les principes de proximité, de participation, de responsabilité environnementale et d'information. Aujourd'hui il nous propose dans un ouvrage un projet de société alternatif, un programme de gouvernement axé autour de trois valeurs : modernité, participation des populations et durabilité du modèle de développement. Une réflexion ambitieuse, car elle aborde tous les aspects de la reconstruction politique, économique et sociale de la Tunisie. Mais elle n'est pas simplement théorique. Radhi Meddeb propose cinquante mesures pour les cent premiers jours, conscient des attentes de la population et des revendications sociales qui explosent. La question de l'emploi est centrale et le secteur privé doit jouer son rôle. Il s'agit, à court terme, de relancer l'activité et de mettre en place un plan d'urgence avec l'instauration d'un revenu de solidarité et, à plus long terme, les réformes structurelles qui permettront de créer 40 000 emplois visant à donner une activité à 450 000 personnes dans un délai de 5 ans.

Son objectif est de proposer une vision prospective pour l'avenir de la Tunisie en répondant aux revendications de la population car il estime que la première force politique du pays, en Nahda, n'a pas vraiment de programme à proposer, son succès venant avant tout de sa présence sur le terrain face à l'absence de l'État. Partant de ce constat, il estime qu'elle n'aura pas les moyens de relever les défis économiques et sociaux auxquels la Tunisie est confrontée. ■

Lors d'un déplacement au Liban, Ipemed a rencontré le gouverneur de la Banque centrale du Moyen-Orient, Riad Salamé, et organisé, en partenariat avec l'École supérieure des affaires de Beyrouth, une conférence d'Hubert Védrine sur la situation du pays.



La foule au champ de courses de Beyrouth.

Liban

L'impact des révolutions arabes

Le Liban, à l'image de l'ensemble des pays du Maghreb, Proche et Moyen-Orient a été affecté par les bouleversements de la région et a vu son activité économique régresser. Selon Riad Salamé, la croissance réelle va être de 2 % en 2011. Il estime néanmoins que les ingrédients pour une reprise de la croissance sont là : le facteur humain et les possibilités de financement. Rappelons que la dette publique du Liban est l'une des plus élevées du monde. L'objectif pour 2012 est de parvenir à dégager un petit excédent du solde primaire (hors service de la dette) et d'opérer une réforme fiscale plus juste, avec des dépenses sociales mieux ciblées. Les investissements directs ont baissé dans l'ensemble de la région et de 30 %



Riad Salamé a été désigné pour la troisième fois par le magazine «The Banker», meilleur gouverneur de banque centrale au Moyen-Orient pour 2012.

dans le pays. Selon le gouverneur, « un risque est perçu au niveau de la stabilité politique dans l'ensemble des pays arabes. Du coup, les investisseurs préfèrent attendre. Nous avons senti cette attente tout particulièrement dans le secteur de l'immobilier où l'activité a chuté de 28 %, mais les prix restent stables. Les événements qui se déroulent en Syrie incitent à la plus grande prudence ».

Le poids de la Syrie

► Le tourisme par voie de route est totalement arrêté, ce qui a de fortes incidences sur le pays qui assure traditionnellement sa croissance entre mai et octobre. Le commerce a été touché et l'activité transfrontalière est quasiment inexistante. En outre, les banques libanaises en Syrie sont à la peine. Riad Salamé estime « qu'il n'y a pas de risque à proprement parler, mais la progression de leur activité est freinée. Or le secteur bancaire est un élément essentiel dans l'économie du pays ». Il a rappelé que la BDL « n'abrite aucun fonds syrien en provenance de la Banque centrale syrienne ou du régime ». Quant à la présence d'avoirs syriens dans les banques libanaises, Riad Salamé précise que « les sanctions de la Ligue arabe sont venues après celles imposées par les États-Unis et l'Union européenne qui ont établi des listes de personnes ou d'institutions. Les banques liba- ➔



Solidere, le projet de reconstruction du centre-ville de Beyrouth est censé s'achever en 2020, avec un front de mer de gratte-ciels.



→ *naïses, soucieuses de préserver de bonnes relations avec les banques correspondantes étrangères, ne veulent pas travailler avec des institutions ou des personnalités fichées sur ces listes». Et d'ajouter : « Les rumeurs qui ont circulé selon lesquelles de nombreux fonds sont venus de Syrie vers le Liban sont infondées.»*

À quand les réformes ?

► Le pays a un besoin pressant de réformes. Mais elles ne pourront être mises en œuvre que dans le cadre d'un consensus politique entre les décideurs. Or ce cadre fait défaut. Les tensions internes sont exacerbées par la situation en Syrie entre ceux au Liban qui soutiennent le régime de Bachar el Assad et ceux qui sont pour les contestataires. Ces tensions ont un impact sur les investisseurs qui font preuve de prudence. Ils attendent de voir si les problèmes dans le pays voisin ne vont pas être transposés au Pays du cèdre. Les profondes divisions politiques empêchent les réformes, notamment la réduction des déficits. En revanche, le secteur privé reste dynamique, ce qui a permis de retarder les conséquences de l'absence de réformes sur la vie économique. Pour Riad Salamé, le pays a un défi

majeur à relever : sortir des ingérences étrangères, car le Liban a servi de théâtre pour diverses opérations pendant des dizaines d'années avec des connexions entre des forces régionales et internationales et des forces politiques libanaises. Il faudrait une déconnexion pour recentrer le débat sur le Liban et ses intérêts. D'un côté, le Liban entend être solidaire de la communauté internationale et des pays arabes. De l'autre, il est dans une situation particulière en raison de son voisinage. Rappelons que lors des discussions au sein de la Ligue arabe sur les sanctions économiques à prendre contre le régime de Damas, Beyrouth, au moment du vote, s'est abstenu. Les sanctions arabes visent l'activité du gouvernement syrien, notamment l'activité financière et commerciale.

Bon point pour l'éducation

► Le Liban a été classé à la 71^e place mondiale et au 7^e rang régional par le Programme des Nations unies pour le développement humain (Pnud). En 2010, il était au 70^e rang mondial et à la 7^e place parmi les pays de la région Moyen-Orient

UN CHIFFRE

-25%

« Le tourisme a beaucoup souffert en 2011, à cause de l'instabilité politique et sécuritaire », a déclaré Nicolas Nahas, ministre de l'Économie et du Commerce.



Selon lui, le nombre de touristes a chuté de 25% et le taux d'occupation des hôtels est passé de 68% en 2010 à 55% en 2011.

et Afrique du Nord (Mena). Selon ce même rapport et en matière d'éducation, les Libanais sont au-dessus des chiffres régionaux avec en moyenne 7,9 années de scolarisation contre 5,9 années pour les pays arabes. En ce qui concerne le niveau de vie, qui prend en compte les inégalités, le Liban obtient un score de 0,571 et perd neuf places par rapport au classement précédent.

La délicate situation d'Électricité du Liban - EDL

► Celui qui séjourne même peu de temps au Liban est frappé par les nombreuses coupures d'électricité. Qu'est-ce qui empêche le règlement d'un dossier aussi important pour le pays ? Le Parlement, au terme

d'un compromis, a approuvé récemment un plan sur quatre ans, financé à hauteur de 600 millions de dollars par le gouvernement, le reste devant être assuré grâce à des fonds arabes. Ce plan prévoit le développement des centrales électriques existantes mais également la construction de centrales fonctionnant au gaz naturel liquéfié. La production doit ainsi augmenter d'au moins 700 mégawatts. Elle atteint en été en

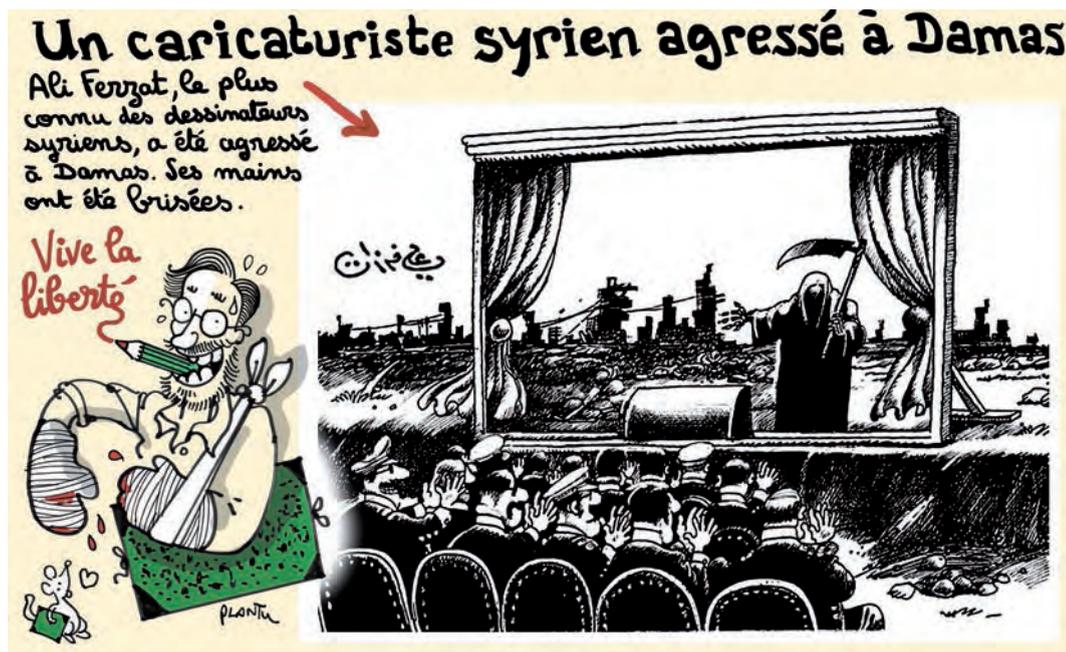
Les révoltes arabes vues par les caricaturistes



Jean Plantu

● Éditorialiste du quotidien français *Le Monde*, Plantu, à l'occasion d'un débat organisé par IpeMED et l'ESA, a présenté l'association Cartooning for Peace qu'il a créée en 2006 avec Kofi Annan, secrétaire général

des Nations unies, après l'affaire des caricatures danoises représentant le prophète. Fondée par une vingtaine de caricaturistes, cette association regroupe actuellement plus d'une centaine de dessinateurs de toute nationalité, de toute confession et de toute appartenance politique. Plantu insiste sur la liberté d'expression et le respect de l'autre. Illustrant



l'importance de la caricature, il a projeté et commenté plusieurs caricatures réalisées par des dessinateurs de la région. L'humour plus fort que

la diplomatie! Il a évoqué la situation du caricaturiste syrien Ali Farzat, attaqué en septembre dernier en septembre dernier par le régime syrien à Damas.

Farzat a été battu; ses doigts ont été brisés. Actuellement au Koweït, il a reçu début décembre à Paris un prix de Reporters sans Frontières.

moyenne 1 700 MW. Or la demande est de 2 500 MW.

Depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), l'électricité est l'une des principales causes de la contestation sociale avec des coupures quotidiennes, et le troisième plus grand poste de dépenses de l'État après le service de la dette et les salaires. Le déficit de l'EDL représente 3% du produit intérieur brut (PIB).

Des législatives en 2013

► Face aux blocages politiques, la société civile tente de faire bouger certains secteurs. C'est ainsi qu'une ONG, l'Association nationale contre la corruption, a pour objectif de lutter contre la corruption et aspire à édifier un État de droit avec des institutions neutres et non plus un système de clans. Pour cela, elle organise des conférences de sensibilisation et de mobilisation à destination des jeunes dans l'ensemble des régions du pays⁽¹⁾. Des élections législatives doivent se dérouler en 2013 et elle entend créer un groupe de pression prêt à se mobiliser lors du débat sur la loi électorale.

(1) Perception de la corruption par Transparency International. Note de probité : 2,5 sur 10.

GÉOPOLITIQUE

Le point de vue d'Hubert Védrine

La « situation géopolitique à la nouvelle échelle régionale et mondiale et la place du Liban dans le printemps arabe ». Tel est l'intitulé de la conférence donnée par Hubert Védrine à l'École supérieure des affaires, à Beyrouth. L'ancien ministre a déclaré vouloir dépasser l'expression simpliste de *Printemps arabe*. Il a tenu à différencier ces révolutions inéluctables et imprévisibles : il faut procéder au cas par cas. Si c'est une quasi-guerre civile en Syrie, la situation en Libye, par exemple, est plus complexe. D'ailleurs, ces révolutions ne concernent pas que le monde arabe. Elles toucheront peu à peu tous les régimes totalitaires, d'où l'inquiétude de la Chine. Loin d'être une affaire arabe, ces révolutions sont un phénomène global. Hubert Védrine compare la situation actuelle avec celle de l'Europe du XIX^e siècle, où démocratie et chrétienté se révélaient incompatibles. Pour autant, il estime qu'un islam modéré au pouvoir reste une possibilité. Il envisage aussi une mutation d'un parti islamiste au pouvoir en parti

Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères



modéré, du fait de transformations internes au parti ou de tensions. Si la démocratie islamique change la société, la société peut aussi changer celle-là. Hubert Védrine estime que la situation en Syrie ne se prolongera pas assez longtemps pour pouvoir influencer sur le Liban, le régime syrien s'affaiblissant de plus en plus : « Je ne vois pas s'installer un système de pourrissement en Syrie allant jusqu'à la déstabilisation. » L'ancien ministre envisage éventuellement une intervention de la Russie pour parvenir à une solution sur le plan syrien. ■

Que faire pour une meilleure convergence ?

En partenariat avec la Caisse des Dépôts, Ipemed a organisé le 9 décembre, une conférence-débat : *La Méditerranée à l'horizon 2030, quelles propositions pour une meilleure convergence ?* Ce thème est celui d'une étude que l'Institut vient de finaliser. Les invités ont enrichi de leurs contributions ce travail unanimement salué. Tour de table.



Laurent Vigier

Directeur des Affaires européennes et internationales du Groupe Caisse des Dépôts

« Le Groupe Caisse des Dépôts a intégré dès 2007 l'espace méditerranéen dans sa stratégie d'action internationale. Ce qui a abouti à la création de plusieurs instruments financiers, notamment le fonds Inframed, qui compte à ce jour quelque quarante projets en cours d'examen de financement. Nous croyons en l'avenir du Sud méditerranéen. Nous n'avons pas de leçon à donner mais nous souhaitons chercher ensemble des solutions communes et construire un chemin d'avenir et de partage.



Jean-Louis Guigou

Délégué général et fondateur d'Ipemed

« Nous avons identifié quatre forces déterminantes pour l'avenir de la Méditerranée : la régionalisation de la mondialisation ; la démocratisation des pays arabes ; la convergence nord-sud ; l'intégration économique, comme les Allemands l'ont fait avec les pays de l'Est. L'Europe n'a toujours pas intégré son Sud, contrairement aux autres grands blocs régionaux (Alena, Asean...). Or le bloc qui gagnera sera celui qui fera la meilleure connexion avec son Sud.



Yadh Ben Achour

Ancien président de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution (Tunisie)

« Il ne faut pas oublier le volet culturel, car sinon ce sera un échec. Dans la rupture que nous observons, entre la culture sécularisée des élites et la culture confessionnelle des peuples, il y a une confrontation qui frise la violence. On diffuse puissamment la culture universelle des Droits de l'homme, afin de montrer sa supériorité. Je crois en effet que cette culture est supérieure à celle qui fait de l'homme l'esclave de Dieu.



Miguel Angel Moratinos

Ancien ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération

« Ma dixième recommandation, ajoutée aux neuf formulées dans *Méditerranée 2030*⁽¹⁾, est politique. Je refuse d'être gouverné par les économistes. Car c'est pour cette raison que tout va si mal ! Il faut s'engager à résoudre les grandes crises qui ont plombé le Processus de Barcelone. Pour cela, il faut ouvrir les frontières, en finir avec le conflit du Sahara occidental, refuser que le conflit du Proche-Orient perdure. C'est maintenant qu'il faut faire la paix, car les démocraties arabes vont le demander.



Abderrahmane Hadj Nacer

Ancien gouverneur de la Banque d'Algérie

« Je suis économiste mais je ne crois qu'à la politique ! L'Union européenne n'a pas de vision à long terme. Il est frappant qu'en Europe on soit autant dans le court terme. Les réformes en cours en Algérie sont en régression depuis vingt ans. Or, ces jours-ci, un officiel [français, ndlr] est venu nous féliciter... Nous avons abandonné l'encadrement de la population aux mosquées, tandis que nous avons détruit toute intermédiation de la société civile. On voit émerger le danger d'une volonté qui voudrait briser l'élan [des printemps arabes]... On se demande si les Européens s'en rendent compte. J'en doute.



Élisabeth Guigou

Ancien ministre, députée

« Rien ne sera plus jamais comme avant dans ces pays. Les révolutions sont nées d'une aspiration des peuples, de leur volonté de se libérer des despotes. Nous avons besoin de refonder le partenariat euro-méditerranéen, et de faire confiance : c'est une bonne chose que l'on respecte enfin le résultat des élections. En tant que femme, je serai attentive à ce que l'on ne remette pas en cause leurs acquis. Le moment est opportun pour refonder le partenariat Nord-Sud car nous avons la chance de vivre une deuxième Renaissance arabe – après la Nahda, au XIX^e siècle, qui vit la Tunisie abolir l'esclavage en 1846, deux ans avant la France, et se doter d'une constitution séparant le civil du religieux.



Derrière Jean-Louis Guigou, on aperçoit Laurent Vigier, Agnès Levallois, Jean-Louis Chaussade, Bahadir Kaleagasi et El Mouhoub Mouhoud.



Adel El-Beltagy

Président du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)

« Nous devons nous redécouvrir les uns les autres, être co-responsabilisé, sinon nous échouons. Dans la perspective de créer cinquante millions d'emplois au Sud, que peut offrir l'Europe? Des connaissances, des institutions, du savoir qui peuvent être transférés dans un esprit gagnant-gagnant, pour une meilleure intégration et moins de troubles en Europe.



El Mouhoub Mouhoud

Professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine

« Pour avancer sur la voie de la convergence, il faut que les pays du Sud œuvrent entre eux pour une intégration régionale. C'est ce qui se passe dans l'Est méditerranéen où la Turquie joue un rôle majeur et apparaît de plus en plus comme un modèle social, culturel, religieux. La première étape d'une intégration régionale autour de la Turquie pourrait ensuite rebondir sur une meilleure intégration méditerranéenne.



Carmen Romero Lopez

Députée au Parlement européen (Espagne)

« Les révoltes arabes impliquent de créer de nouveaux rapports et elles incitent à surmonter de nombreux préjugés et de malentendus. Il faut aider les transitions, créer de nouvelles lignes de convergence et renforcer la société civile.



Jean-Louis Chaussade

Directeur général de Suez Environnement et président du Conseil de surveillance d'Ipemed

« Il n'y a que 3% des ressources mondiales en eau dans les pays méditerranéens, la rive sud ne dispose que de 13% des réserves du pourtour, et les besoins augmenteront de 25 à 30%. Comment construire une convergence Nord-Sud si on ne résout pas cette question? Il faut définir une politique commune, créer une agence méditerranéenne de l'eau. Si une (bonne) gouvernance se met en place, on pourra faire les investissements.



Xavier Beulin

Président de Sofiprotéol et de la FNSEA

« La problématique de l'eau et du risque de sécheresse est commune aux deux rives de la Méditerranée. À propos de la PAC Euro-Med, je me suis efforcé avec Henri Nallet de promouvoir cette perspective. Il n'y a rien à craindre pour les Européens. Cela pourrait être un excellent support à la recherche commune. En France, par exemple, la perte d'emplois purement agricoles a été compensée par des créations en amont et en aval.



Bahadir Kaleagasi

Président de l'Institut du Bosphore (Turquie)

« Dans un monde en expansion, l'Europe se rétrécit et doit cesser de voir son voisinage immédiat comme externe. Elle doit le considérer comme un grand cercle interne euro-méditerranéen. La

Turquie est en marche vers l'adhésion – plus de 60% de l'acquis communautaire est maintenant transféré – mais l'UE est en train de changer. Après la chute du mur de Berlin, l'Europe a su réagir et donner aux pays de l'Est la possibilité d'entrer dans l'Union. Aujourd'hui, alors que le Sud méditerranéen fait ses révolutions, il faut une perspective crédible.



Radhi Meddeb

Président d'Ipemed

« La Méditerranée n'ira pas vers la convergence sans la levée des ruptures orientales et occidentales, d'autant que les déséquilibres et problèmes majeurs (eau, sécurité alimentaire...) s'accroîtront avec le changement climatique. Pour y faire face, le processus Euromed doit être revu. Il doit devenir le projet des populations et pas seulement des élites. Là est peut-être la clé de la réussite du scénario de convergence.



Gérard Mestrallet

PDG de GDF SUEZ, président sortant du Conseil de surveillance d'Ipemed

« L'UPM est un peu en panne, mais les entreprises ne doivent pas attendre les politiques. Rassembler les entreprises prêtes à coopérer avec le Sud a été le sens de mon travail avec Ipemed. C'est pourquoi nous avons créé l'Euro-Mediterranean Competitiveness Council. Notre vision consiste à faire de la Méditerranée un territoire de croissance, intégré, puissant et solidaire. La crise de l'UE et les bouleversements dans les pays arabes doivent nous inciter à agir vite.

(1) Voir Ipemed News n°20, décembre 2011

«Ipemed peut donner une impulsion nouvelle aux entreprises libanaises»

Neemat Frem est président de l'Association des industriels libanais, du groupe Indevco et vice-président du Conseil de surveillance d'Ipemed.



JEAN-MICHEL BILLOU

Quelles sont les raisons qui incitent les entreprises libanaises à rejoindre Ipemed ?

Dans le contexte d'un rapprochement entre l'Europe et la Méditerranée, l'Union pour la Méditerranée pourrait être une dynamique importante pour le renouveau des pays du Bassin méditerranéen. Mais depuis sa création, de nombreux blocages politiques, dus à la complexité des relations entre le Nord et le Sud de la région, ont pesé sur l'UPM. Les institutions publiques locales dans plusieurs pays du Bassin ont besoin de stimulation externe pour rompre l'inertie ambiante.

En se focalisant sur l'économie et les échanges commerciaux entre les différentes zones de la région, Ipemed peut servir de catalyseur pour donner une impulsion nouvelle. Par exemple, ses adhérents peuvent bénéficier des capacités du *networking*. De plus, ses dossiers de recherche et ses expertises étoffent la qualité des échanges et créent des opportunités.

Cet intérêt est-il l'expression de leur engagement pour un rapprochement euro-méditerranéen ?

Depuis très longtemps, le Liban est un acteur du développement de la zone euro-méditerranéenne. Les réalisations des Phéniciens en sont une parfaite illustration. Plus récemment, les Libanais, du fait de la taille réduite de leur marché intérieur, ont activement commercé avec

les pays de la région et y ont même implanté des activités. La zone Euro-Méditerranée et les pays du Moyen-Orient sont un *terrain de jeu* idéal pour les acteurs économiques libanais. Du fait de son positionnement géographique, le pays joue un grand rôle dans les échanges entre ces deux zones. L'intérêt des institutions libanaises pour Ipemed est sans doute l'expression de leur engagement pour un rapprochement euro-méditerranéen. C'est une grande responsabilité pour Ipemed.

Après la manifestation que nous avons organisée à Beyrouth, pensez-vous que d'autres entreprises vont rejoindre Ipemed ?

Pour mener à bien ce travail de rapprochement il faut, dans les deux années à venir, concrétiser des projets et créer de véritables opportunités et des synergies entre les membres. Notre objectif est de pouvoir élargir la base de nos adhérents.

Propos recueillis par Agnès Levallois

Une meilleure interactivité

● L'adhésion d'entreprises et d'établissements bancaires libanais de premier plan, en 2010, a correspondu à l'internationalisation d'Ipemed visant à créer un réseau portant la voix des entreprises du Sud, de l'Est et du Nord de la Méditerranée auprès, entre autres, des dirigeants politiques et de la Commission européenne. Une structure, Ipemed Liban, a été mise en place, coordonnée par Antoine Abou Samra, DG du groupe Bader, qui

permet une meilleure interactivité entre Beyrouth et Paris. Elle a organisé plusieurs manifestations au Liban dont un séminaire sur les partenariats public-privé en Méditerranée à partir de la réalisation d'une étude qui devient un label et fait école dans d'autres pays de la région. Aujourd'hui, sept entreprises libanaises sont adhérentes à Ipemed : Blom Bank, Byblos Bank, Dar El Handasah, Debbas Holding, Indevco, Kafalat et Matelec.

DU CÔTÉ D'IPEMED

Jean-Louis Chaussade, élu président du conseil de surveillance

● Lors de la réunion annuelle du Conseil de surveillance d'Ipemed, Jean-Louis Chaussade, directeur général de Suez Environnement, membre fondateur d'Ipemed, a été élu président, en remplacement de

Gérard Mestrallet, PDG de GDF SUEZ, dont le mandat arrivait à échéance. Trois vice-présidents ont également rejoint le bureau du Conseil : Isidro Fainé, président de CaixaBank, Neemat Frem (voir ci-dessus) et Jean-Luc Decornoy, président du directoire de KPMG France et vice-président de KPMG EMA (Europe, Moyen-Orient et Afrique), tous deux aussi membres fondateurs d'Ipemed.

L'Espagne, nouvel adhérent

● Dans le cadre de son internationalisation, Ipemed a enregistré l'adhésion de CaixaBank, l'une des dix plus grandes banques de la zone euro pour sa capitalisation boursière et leader en Espagne dans la banque de détail. *Ipemed News* reviendra dans une prochaine édition sur cette nouvelle adhésion.